

Au lendemain d'une grève majoritaire dans les collèges, publication au JO de la réforme.



SFSDPEP FO

Section Fédérale
des personnels
de l'enseignement
privé

Force Ouvrière

Une provocation Non, cette réforme, nous n'en voulons pas !

C'est un fait, en dépit de la campagne médiatique et du soutien forcené à la ministre de l'UNSA et de la CFDT pour l'enseignement public et de la CFDT, de la CFTC et du SPELC pour l'enseignement privé, la grève était majoritaire dans les collèges hier. Le gouvernement a donc choisi le passage en force en publiant la réforme du collège ce matin.

Cette décision est une véritable provocation.

Le gouvernement le sait : c'est inacceptable. Les personnels sont indignés.

Dans la grève et les manifestations les enseignants du public comme du privé étaient unis pour demander, *«le retrait de cette réforme fondée sur l'autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires sous l'autorité du chef d'établissement et la reprise de discussions sur de nouvelles bases pour la réussite de tous les élèves »* comme le revendique la plateforme intersyndicale SNFOLC, SNETAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, CGT, SNALC, SUD. La fracture entre les enseignants et la ministre est désormais ouverte.

La ministre s'inspire des méthodes du ministre Allègre qui il y a 15 ans en proclamant sa volonté de « dégraisser le mammoth » avait choisi l'affrontement avec les enseignants, provoquant une crise majeure dans l'Éducation nationale.

Aujourd'hui où veut-elle aller?

Nous n'acceptons pas d'être taxés de conservateurs, partisans du statu quo parce que nous sommes opposés à une réforme qui serait désastreuse.

Nous n'acceptons aucune tentative de récupération de la part de ceux qui hier, à l'instar de L. Chatel, ont supprimé 80000 postes et mis en place la réforme du lycée, fondée elle aussi sur l'autonomie.

Cette réforme coupe l'équivalent d'une demi-année dans les horaires disciplinaires sous prétexte d'interdisciplinarité présentée comme le remède miracle. Elle remet en cause les horaires nationaux au nom de l'autonomie. Elle mettrait en place une hiérarchie intermédiaire de coordonnateurs au détriment de leur liberté pédagogique. Les enseignants seraient contraints à des réunions sans fin.

En réalité cette réforme mène au chaos, elle est inapplicable. Cette réforme doit être retirée, les textes de la réforme abrogés.

Le SFSDPEP FO a déposé un préavis de grève à partir du 19 mai.

Il appelle les enseignants des lycées et collèges à se réunir en assemblées générales dès aujourd'hui pour dire :

**« Nous sommes unis avec nos syndicats SFSDPEP FO, SNFOLC, SNETAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, CGT, SNALC, SUD.
Cette réforme nous n'en voulons pas : elle doit être abrogée ! »**